



"Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !"
Karl Marx

PSA Peugeot-Citroën Trémery

Le 8 octobre 2013

Non à la liberté d'exploiter

Avec l'ouverture dimanche dernier d'un grand nombre de leurs magasins, Castorama et Leroy-Merlin ont maintenu la pression sur le gouvernement pour obtenir l'autorisation permanente d'ouvrir le dimanche.

Il s'agit là d'une vaste campagne de propagande patronale dont le but n'est pas de simplifier la vie des bricoleurs du dimanche mais de faire passer l'idée que le patronat doit avoir le droit, si les affaires et le commerce l'imposent, d'ouvrir en tout lieu et en tout temps.

L'enjeu dépasse Castorama et Leroy-Merlin d'autant qu'ils se débrouillent déjà très bien pour ouvrir le dimanche, avec mille et une dérogations. L'enjeu, c'est le droit pour le patronat de faire ce qu'il veut, quand il veut, avec ses salariés.

La question pour les travailleurs n'est pas de savoir s'il est pratique ou non de pouvoir faire ses courses le dimanche, mais de savoir si l'on accepte d'être malléable et corvéable à merci.

Bien des salariés travaillent déjà le dimanche, dans les hôpitaux ou dans les transports, mais c'est une nécessité sociale. Par contre, rien ne justifie de sacrifier ses loisirs, son repos et sa famille au nom de la rentabilité patronale.

En tant que salarié, travailler le dimanche est un sacrifice et cela doit suffire pour dire non à la généralisation du travail dominical.

Le patronat, Medef en tête, en profite pour mener une campagne idéologique contre les syndicats et contre les travailleurs qui voudraient lui résister. Il faut que les travailleurs répondent à cette campagne et opposent à la propagande patronale leurs revendications et leurs intérêts.

Pour un salarié invité sur les plateaux de télé afin d'y défendre le droit de travailler le dimanche, combien subissent le chantage patronal, combien résistent et sont forcés de se taire pour ne pas perdre leur emploi ?

Les salariés « volontaires » l'expliquent eux-mêmes. S'ils demandent à passer leur dimanche à vendre du matériel de bricolage, c'est qu'ils y sont poussés par la nécessité. C'est qu'ils ont besoin de ces 200 ou 300 € pour joindre les deux bouts !

Comme les heures supplémentaires ou le travail de nuit, le travail du dimanche n'a rien à voir avec le volontariat : c'est pour les travailleurs sous-payés une situation imposée par leur entreprise ou par leurs salaires de misère.

Salaires de misère que l'on trouve justement chez Sephora, marque du groupe de luxe LVMH de Bernard Arnault, première fortune française, ou chez Leroy-Merlin qui appartient à la famille Mulliez, troisième fortune du pays. Ce n'est pas un hasard ! Les actionnaires sont d'autant plus riches que les employés sont mal payés et mal traités, harcelés pour faire du chiffre, contraints aux temps partiels.

Si le patronat de la distribution obtient que se généralise le droit d'ouvrir le dimanche, l'exception deviendra la règle et les majorations du dimanche ou de nuit, l'exception ! Quant au prétendu volontariat, il n'en restera rien.

Dans sa propagande, le patronat nous sert, comme toujours, l'argument de l'emploi et de la croissance. Quelle hypocrisie ! Un bricoleur ne renoncera pas à l'achat d'une perceuse parce que son magasin ferme un jour par semaine.

Quant au chiffre d'affaires réalisé le dimanche par les magasins qui ouvriront, il sera perdu par d'autres, plus petits. Car ce n'est pas l'ouverture des magasins le dimanche qui fera que les travailleurs auront plus d'argent à dépenser !

La campagne pour le travail du dimanche masque une campagne pour la liberté d'exploiter sans entrave. Oui, le travail du dimanche est devenu le symbole du combat entre les travailleurs qui veulent préserver leurs droits et le patronat qui veut les démolir un à un.

Le comble est que ce grand patronat rapace et cynique mène sa campagne au nom de la « liberté du travail » ! Mais qui est libre de travailler ou de ne pas travailler dans cette société ? Sûrement pas les 5 millions de femmes et d'hommes réduits au chômage, qui cherchent désespérément un travail !

Pas les anciens, licenciés ou poussés dehors à quelques trimestres de leur retraite, pas les nombreuses employées à temps partiel qui rêvent d'un temps complet, ni les CDD, ni les intérimaires !

Et une fois dans l'entreprise, quelle liberté reste-t-il ? Sûrement pas celle de choisir les jours et les horaires travaillés ! Non, il n'y a pas de « liberté du travail », la seule liberté qui s'impose dans la société capitaliste est la liberté d'exploitation.

À nous de la combattre pour nos libertés et nos droits : le droit à un travail et à un salaire décent, le droit de ne pas passer sa vie à se faire exploiter ; le droit des travailleurs à profiter des richesses de la société, qu'ils sont les seuls à créer !

La collecte organisée il y a quinze jours a rapporté 121 euros. Merci à tous ceux qui par leur geste contribuent à faire vivre ce bulletin et nos excuses à tous pour les ralentissements que cela aurait pu occasionner.

Mobilisation réussie

Il y a quinze jours CGT, CFDT et Sud organisaient une journée de mobilisation contre le contrat antisocial. Malgré les pressions, le débrayage a été un succès avec plus de 250 participants à Trémery. De même que les débrayages dans les autres usines du groupe.

Au total, plus de 2 300 travailleurs ont dit non au plan Varin et il y avait autant de grévistes au niveau du groupe. Alors même si pour faire reculer PSA il en faudra bien plus, c'est un encouragement à continuer la mobilisation contre les attaques de la direction.

Quel syndicat peut signer le plan antisocial ?

La direction voudrait avoir la caution d'au moins une partie des syndicats pour cautionner le plan antisocial de Varin.

Qu'elle fasse signer le Medef, ce serait compréhensible. Mais aucun syndicat de salariés digne de ce nom ne peut cautionner un tel recul pour tous les travailleurs.

Un blocage qui est une baisse

Faisons les comptes : le blocage des salaires représente pour un salarié au coefficient 200 une perte de 33 euros par mois en moyenne. Soit 430 si on multiplie par 13 mois. Si ce blocage dure trois ans en plus de 2013, on aura perdu au bas mot 4 fois 430 euros, soit 1720 euros. L'équivalent du treizième mois.

Le blocage des salaires, c'est une baisse qu'ils voudraient nous faire accepter. Pas question !

Non au vol sur la paye

La PEG (Prime d'Évolution Garantie) va être intégrée au salaire de ceux qui ont plus de 20 ans d'ancienneté.

Pour ceux qui ont moins de 20 ans d'ancienneté, et pour les nouveaux embauchés, elle est carrément supprimée : 22,15 euros en moins par mois, soit 265,8 euros par an. Et pour ceux qui l'ont déjà, elle n'évoluera plus alors qu'elle passait avant à 44 euros à 25 ans, et 66 euros à 30 ans. Un ouvrier qui aura 30 ans d'ancienneté perdre ainsi 528 euros tous les ans !

Et il ose faire baisser nos payes d'ouvriers

Varin, l'homme qui veut nous voler 1 000 € pas an sur nos payes, vient de se faire dérober pour

500 000 € de devises étrangères et bijoux dans sa maison bourgeoise du Vésinet en région parisienne.

Cela représente 25 années de salaires d'un travailleur de PSA. Mais pour Varin, c'était juste son argent de poche.

Des milliards par centaines de millions

En juillet dernier, Varin a annoncé que PSA avait 11,8 milliards d'euros de « sécurité financière ».

En septembre, il dit vouloir économiser 100 millions d'euros sur la masse salariale, sans doute pour rajouter un chiffre après la virgule et passer de 11,8 à 11,9 milliards.

Nous les milliards, on ne sait même pas ce que ça veut dire, mais 100 € de moins par mois, on sait ce que c'est et on n'en veut pas.

PSA : un siècle d'enrichissement

En 1913, il y a 100 ans, l'ensemble des actions Peugeot à la Bourse représentait 0,06% du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays.

Aujourd'hui, en 2013, les actions PSA représentent 0,19 % du PIB. C'est à dire que leur valeur a plus que triplé.

Malgré toutes leurs jérémiades, les gros actionnaires de PSA, au premier rang la famille Peugeot sont bien plus riches aujourd'hui qu'hier.

Y'a des coups qui se perdent

Frédéric Saint-Geours, patron de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) et membre de la direction de PSA, a été invité à une conférence organisée par l'UIMM Alsace près de Strasbourg. Sans surprise, il a plaidé pour un nouvelle baisse du coût du travail, disant que le crédit d'impôt compétitivité et emploi - ce cadeau de 20 milliards d'euros sans aucune contrepartie - ne suffisait pas.

Voulait-il parler du sien, de « travail », à la tête de PSA, qui lui a rapporté en moyenne 837 000 euros par an sur les six dernières années ?

Réunion publique de Lutte ouvrière

**Contre la bourgeoisie
et ses serviteurs politiques,
faire entendre le camp des travailleurs**

**Avec Jean-Pierre MERCIER,
ouvrier à PSA Aulnay-Sous-Bois
porte-parole national de Lutte ouvrière**

Samedi 26 octobre à 16h

**Salle du Manège
5 rue du Manège - THIONVILLE**